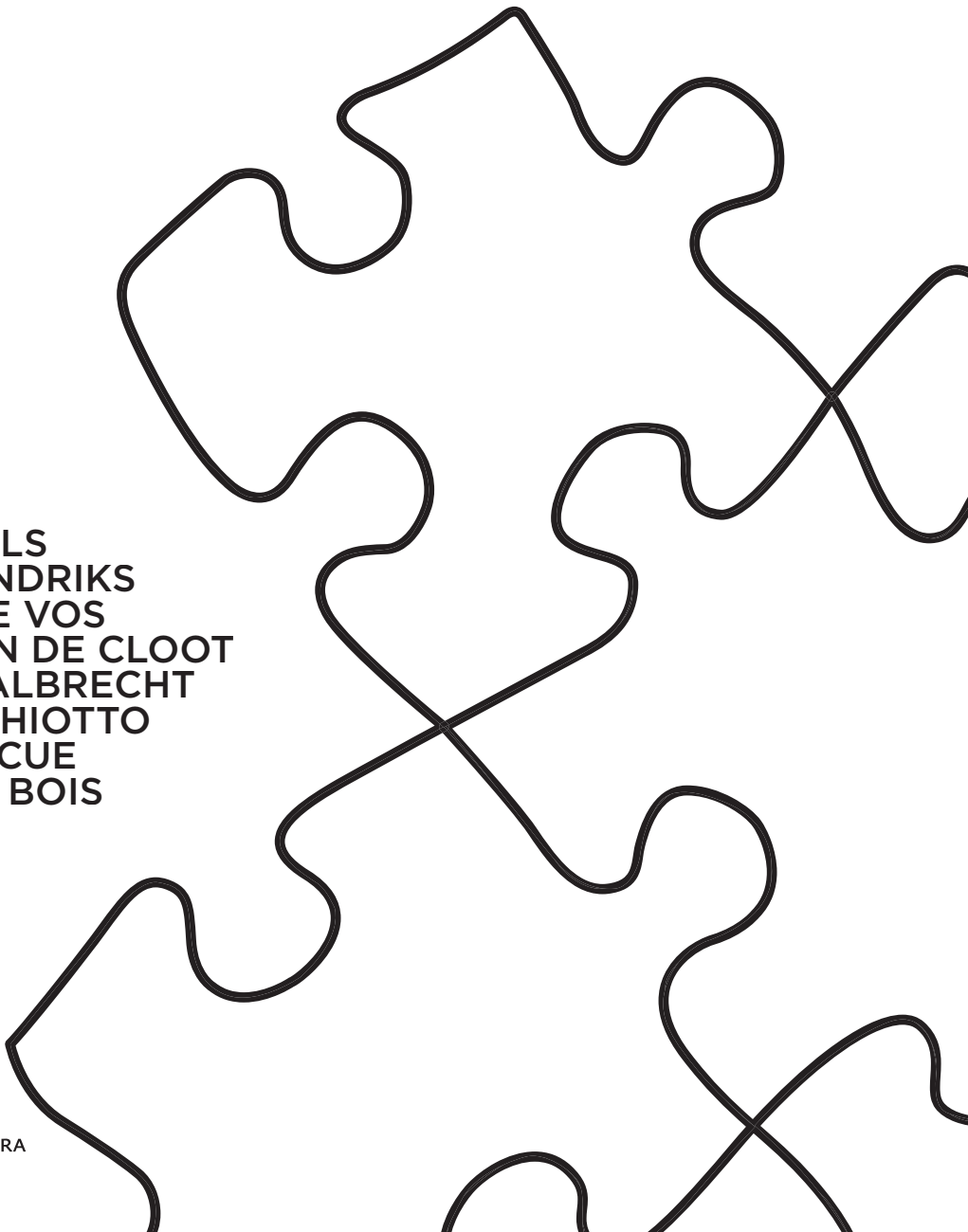


UN PROJET POUR LA BELGIQUE

ITINERA

LEO NEELS
JEAN HINDRIKS
MARC DE VOS
IVAN VAN DE CLOOT
JOHAN ALBRECHT
SIMON GHIOTTO
PAUL BECUE
CIND DU BOIS



Traduit du néerlandais, publié sous le titre *Een plan voor het land*,
LannooCampus, 2019.

D/2019/45/277 – ISBN 9789401459464 – NUR 740, 754

Maquette de couverture : Atelier Steve Reynders

Mise en pages : Atelier Steve Reynders

Traduction : Cécile Papaleo

© Les auteurs et les Éditions Lannoo sa Tielt, 2019.

LannooCampus fait partie de la division livres et multimédia des Éditions Lannoo sa.

Tous droits réservés.

Cet ouvrage ne peut être reproduit, même partiellement, sous quelque forme que ce soit
(photocopie, duplicateur, microfilm ou tout autre procédé analogique ou numérique)
sans une autorisation écrite de l'éditeur.

Éditions LannooCampus

Vaartkom 41

3000 Louvain

Belgique

www.lannoocampus.be

Boîte postale 23202

1100 DS Amsterdam

Pays-Bas

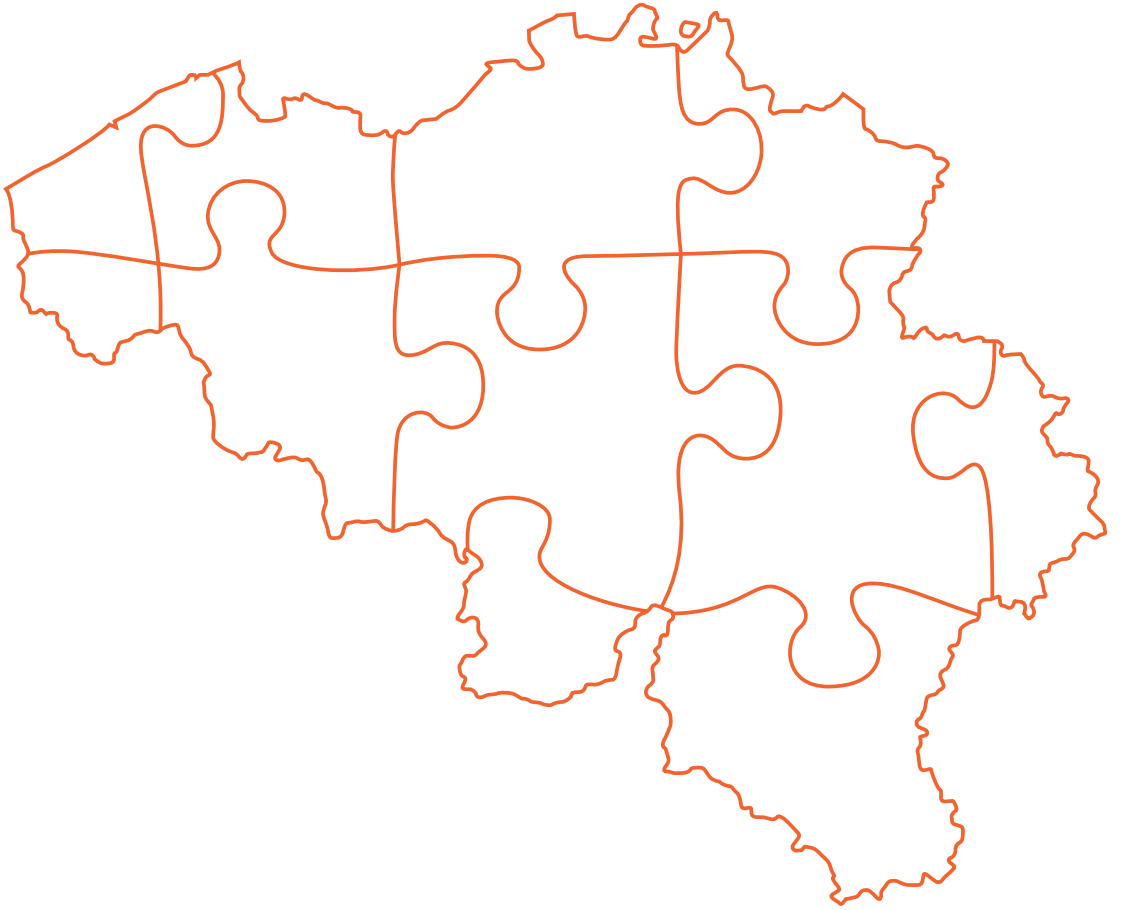
www.lannoocampus.nl

Sommaire

La Belgique a besoin d'un projet	11
Le paradoxe de la démocratie moderne	13
Bonne gouvernance	15
La situation globale n'a rien d'engageant	19
Difficile de changer	20
1. La politique et le citoyen au XXI^e siècle	27
La Belgique, un État modèle ?	29
Un gouvernement de micromanagement	30
De l'État de droit à l'État-providence	31
L'État investisseur	32
Égalité et foi dans l'avenir	34
Dépasser le statu quo	37
Devoirs et responsabilités	39
2. Sur l'entrepreneuriat courageux	43
Entrepreneuriat courageux	45
Intentions et réalisations du gouvernement	46
Éviter l'effet domino	49
3. Travailler au travail	55
De « jobs, jobs, jobs » à « talent, talent, talent »	57
Activation 2.0 : vers une assurance travail globale	60
Qualité du travail et de la carrière : vers un compte carrière à part entière	64
Vers une percée pour les immigrants et une nouvelle concertation sociale	67

4. Fiscalité : simplifiez, bon sang !	73
Les impôts en Belgique : inefficaces, complexes et élevés	75
Pas dans la bonne direction	77
L'enjeu des prochaines élections	78
5. Inégaux à la naissance, inégaux dans l'éducation	87
Les fruits d'une enfance heureuse	89
Du modèle unique fédéral au jouet régional ?	90
Du ventre mou au sommet du classement !	91
Du cloisonnement à la réunification	96
Plus on commence tôt...	99
6. Un enseignement durable	105
L'enjeu	107
Réformes récentes	109
Enseignants, différenciation pédagogique et formation en alternance	111
Enseignement supérieur : réguler l'accès et rationaliser	118
7. Des pensions soutenables et correctes	121
Un destin commun	123
Qu'est-ce qui a été accompli durant cette législature ?	125
Recommandations pour une pension plus simple et plus juste	127
8. Vers une politique de santé chronique	135
Les coûts de la santé	137
Structure et contraintes budgétaires de la politique de prévention	141
Conclusions et recommandations	147

9. Screening des investissements étrangers : indispensable	149
La saga Eandis	151
Les quatre dimensions de la sécurité économique	152
Un cadre européen et international	154
Recommandations pour une politique	157
Équilibre entre sécurité et ouverture	159
10. De la sortie du nucléaire à notre avenir énergétique	161
Sortie du nucléaire dans un environnement énergétique changeant au niveau technique, économique et écologique	163
Plan par étapes pour la sortie du nucléaire : implications et coordination	169
11. Droit administratif 2.0	177
Les autorités conservent l'autorité	179
La prépondérance des intérêts privés	179
Équité dans le partage et l'importance de l'initiative sociale	182
Efficacité administrative et gouvernance efficace	184
Au travail	187
Références	194



LA BELGIQUE A BESOIN D'UN PROJET

Leo Neels

Le paradoxe de la démocratie moderne

La Belgique est un pays où il fait bon vivre : le Belge moyen mène une vie relativement prospère et heureuse. Il ne rencontre pas de problème de sécurité inquiétant, l'économie est assez performante, les élections se déroulent sans incidents, chacun bénéficie de vastes systèmes sociaux – soins de santé, enseignement, sécurité sociale... – largement accessibles. On peut cependant avoir l'impression que tout cela fonctionne en pilote automatique : nos acquis ne nous font ni chaud ni froid. Nous n'avons plus guère conscience du fait que la démocratie, la paix et la prospérité telles que nous les connaissons n'ont rien de banal à l'échelle mondiale.

C'est le paradoxe de la démocratie moderne : la démocratie semble naturelle. Or elle ne l'est pas. L'idée de cette démocratie naturelle, qui va de soi, nous amène à penser présomptueusement que nous pouvons jouir de ses avantages sans nous en préoccuper outre mesure. C'est l'image du citoyen passif, qui aime se lamenter de la « politique » et des « politiciens ». Même s'ils utilisent constamment tous les systèmes publics dont nous disposons – soins de santé, enseignement, etc. –, ces citoyens les critiquent constamment et ne s'y investissent jamais, ou très rarement.

13

Ces septante dernières années, l'intégration de toutes nos valeurs dans des institutions nous a apporté une prospérité inédite et presque toujours croissante, la redistribution solidaire la plus élevée et une paix permanente. Cela peut donner l'impression aux membres des générations actuelles qu'il s'agit d'acquis évidents dont la pérennité est garantie.

Rien n'est moins vrai : cette prétention est précisément l'un des principaux facteurs de risque de l'État-providence démocratique moderne. Un État de droit démocratique exige des citoyens actifs qui s'intéressent à son fonctionnement et sont disposés à s'engager dans des actions bénévoles, la société civile ou des mandats politiques. Il demande également des citoyens à l'affût, vigilants quant à la préservation des droits et libertés, ou encore des autorités efficaces et attentives aux dysfonctionnements et aux abus. Le journalisme aussi y joue un rôle crucial ; plus encore : notre grande liberté de la presse existe précisément en raison de ce rôle-là.

Le pilier d'une démocratie saine est une citoyenneté active : des citoyens qui montrent de l'intérêt pour la qualité de la société et de la bonne gouvernance, et qui sont disposés à s'y investir et s'y engager.

Le pilier d'une démocratie saine est une citoyenneté.

Ce qui n'est pas, reconnaissons-le, la qualité première des Belges. Nous avons tendance à considérer avec condescendance les hommes et femmes qui prennent un engagement politique, nous avons la critique facile pour la «rue de la Loi» et nous lui tournons rapidement le dos. Dans ce contexte, les dirigeants politiques ne savent plus toujours quel comportement adopter. Pour certains, il est tentant de participer à la course à la popularité et de faire preuve de flagornerie. Il est très malaisé et politiquement risqué d'expliquer la complexité de la gouvernance moderne et de concéder qu'il est impossible de réaliser (immédiatement) certains projets.

14

On dit parfois de la démocratie qu'elle est «la divergence d'opinions organisée». Les opinions sont suffisamment nombreuses, et nous ne manquons pas d'habileté quand il s'agit d'exprimer franchement et librement, voire brutalement, nos désaccords. Mais c'est très bien : cette liberté constitue également un bien précieux et est d'ailleurs à la base de la démocratie. Mais dans une société, il est nécessaire de réunir ces opinions, de les concilier pour en arriver à une espèce d'intelligence partagée de la manière de s'attaquer au mieux aux défis auxquels nous sommes confrontés. Et c'est plus difficile : la bonne gouvernance doit veiller à l'intérêt général, le bien le plus précieux de l'ensemble de la société, sur le long terme, y compris pour nos enfants et petits-enfants. Cela exige des connaissances, une vision et le courage de faire des choix, de les expliquer et de les défendre, puis de les mettre en œuvre de manière cohérente. C'est le cœur de la bonne gouvernance, qui doit toujours reposer sur l'implication de citoyens qui l'alimentent autant qu'ils la supportent et la défendent.

Dans le monde complexe que nous connaissons, c'est une tâche diablement difficile pour les dirigeants, mais aussi pour la population. Les gens n'ont souvent qu'un intérêt très modéré pour la question, sauf quand leurs propres intérêts sont en jeu – auquel cas ils entrent aisément en résistance ; il est beaucoup plus difficile de créer de l'union et de l'implication. Mais sans implication, la démocratie ne fonctionne pas, et la qualité de la gouvernance – la gouvernance soutenue – diminue.

Tel est le véritable défi d'un État de droit démocratique moderne sur le long terme. Là est toute l'importance des élections législatives : intérêt pour la chose publique, implication active dans celle-ci, soutien pour ceux qui s'engagent en sa faveur, et approche mature, mais critique de ce que ces messieurs et dames qui s'investissent réalisent effectivement dans le cadre de leur mandat.

Bonne gouvernance

Gouverner dans un monde qui se globalise, à une époque où la situation économique est influencée par des événements se produisant à l'autre bout du monde et où on a souvent l'impression que les autorités n'ont plus le contrôle, est une activité complexe, riche en défis. Quand la conjoncture est favorable, nous devons nous armer en vue de périodes plus difficiles ; quand la conjoncture est défavorable, nous devons faire face aux difficultés ensemble. Cela exige du leadership, une vision et un volontarisme constant : des qualités qui impliquent que les personnes qui exercent des responsabilités dirigeantes ne puissent pas toujours faire ce que le public souhaite le plus. Parfois, elles doivent même s'y opposer.

15

Les qualités qu'il faut posséder pour remporter des élections sont souvent aux antipodes de celles exigées pour bien gouverner. Les élections reposent sur des campagnes et des efforts de marketing, et ce ne sont pas nécessairement les meilleures approches pour expliquer un dossier ou exposer les aspects contradictoires d'un problème. Chacun va se présenter comme le meilleur, le plus fort et le plus fiable, mais il faudra trouver un accord au terme des élections. Car le paysage politique est éclaté et nous n'élisons plus de majorité.

À l'inverse, la bonne gouvernance requiert des connaissances et une faculté de jugement solides, une faculté d'analyser clairement le pour et le contre, une bonne compréhension de la gestion financière et des budgets, et la capacité de surveiller étroitement le bon déroulement de divers processus administratifs : pour résumer, la bonne gouvernance exige un professionnalisme, une vision et un sens des responsabilités exemplaires afin de mener à bien les différents dossiers financés avec l'argent du contribuable. Ce n'est pas une tâche facile.

Dans notre pays, nous avons le triomphe facile : voyez par exemple les campagnes des partis, mais aussi les publications des résultats de nos dé-

libérations politiques. L'annonce d'un nouvel accord de gouvernement ou des conclusions d'une réunion nocturne consacrée à un contrôle budgétaire verse souvent dans le triomphalisme. Modestie ou sens des responsabilités n'y ont guère leur place. La réalité nous contraint parfois à observer avec plus d'objectivité le résultat des délibérations politiques.

C'est ce que nous voulons faire avec ce «Projet pour la Belgique» : attirer l'attention sur les faits et chiffres sous-jacents. Car les faits et chiffres existent, même si nous pouvons parfois entretenir l'illusion du contraire. Ils sont tenaces et finissent toujours par remonter à la surface. En fait, ils constituent le socle indispensable du débat public et des décisions politiques. C'est donc l'objectif de ce livre. Nous y mettons en avant nos conclusions et recommandations dans les différents domaines sur lesquels Itinera a travaillé. Pour le public, afin de vous aider à réfléchir à votre vote lors des prochaines élections ; pour le monde politique, afin de contribuer à ce que le débat repose sur une analyse rigoureuse et exploite toutes les connaissances disponibles.

16

Il subsiste de nombreuses marges d'amélioration dans les affaires publiques. En soi, ce n'est ni grave, ni anormal. La prise de décision politique est un exercice difficile, constamment soumis aux pressions les plus diverses, et il n'est pas du tout aisé de faire les bons choix, clairement et en toute connaissance de cause. C'est propre à la démocratie et celle-ci impose parfois des décisions un peu confuses et des arbitrages trop peu ambitieux. Mais c'est tout simplement la conséquence du rôle que jouent les divergences d'opinions au sein d'une population dans un régime démocratique. La voix de la population pèse lourd, mais c'est une valeur démocratique importante ; que la qualité des processus décisionnels politiques puisse en souffrir n'est qu'un inconvénient dont nous ne pouvons que nous accommoder.

C'est précisément à ce niveau que se situe la marge d'amélioration. La Belgique est réputée pour ses compromis politiques difficiles à suivre, voire sans queue ni tête. La sortie du nucléaire, oui, mais si l'on ne fait rien pour la préparer et pour opérer la transition énergétique qu'elle implique nécessairement, on se retrouve avec un plan de délestage. Des embouteillages infinis et l'immobilité sur des routes mal entretenues, une réduction du trafic automobile, mais des transports en commun médiocres. Nous connaissons tous des exemples de ces situations absurdes.

La réponse politique à ces critiques est toujours la même : « Nous en sommes conscients, nous y travaillons. » Mais une chose paraît acquise : ces progrès sont trop lents, et cette lenteur est désormais inadmissible. Nous devons faire mieux maintenant, à court terme. C'est l'enjeu des élections de mai 2019, et c'est aussi l'intérêt de votre voix.

La Belgique occupe la première place dans l'indice de globalisation¹ : nous avons en quelque sorte l'économie la plus ouverte au monde, avec de nombreux investissements étrangers et un commerce international intense, et nous sommes partie signataire de tous les grands traités internationaux. Nous devons cependant être vigilants, car d'autres pays, comme les Pays-Bas, progressent rapidement alors que la Belgique n'améliore pas ses résultats par rapport aux années précédentes. L'enseignement à en tirer est cependant que notre économie est largement tributaire de l'étranger et du regard que portent les étrangers sur nous.

Il faut avant tout constater que cet indice international est le seul où nous arrivons en première place. Dans de nombreux autres indices, nous nous classons à peine dans la moyenne. Ce n'est pas toujours l'opinion que nous avons de nous-mêmes, mais c'est la réalité. Et c'est également par ce biais que l'étranger nous observe. Or nous sommes particulièrement dépendants des investissements étrangers. L'annonce, l'an dernier, d'un gigantesque nouvel investissement par une entreprise internationale de la stature de Borealis, qui était déjà présente à Anvers, renforce considérablement ce qui est le deuxième plus grand cluster chimique au monde. Il faut également y voir un couronnement pour l'administration actuelle du port d'Anvers, qui n'a pas été élue organisation publique de l'année 2017 sans raisons. Il est bon d'enregistrer de tels succès ; nous en avons besoin, comme nous allons l'établir ci-après, et nous avons surtout besoin d'autres réussites de ce type.

La Banque mondiale ne classe la Belgique qu'en 52^e position dans l'indice qui évalue l'attrait d'un pays pour les investissements de chefs d'entreprises. Pour calculer cet indice, l'institution se fonde sur plusieurs critères, comme la complexité des procédures administratives, la sécurité juridique, la sécurité de l'approvisionnement énergétique, le taux d'imposition ou encore la flexibilité du marché du travail. Un classement aussi médiocre est d'autant plus regrettable que nous perdons dix places par rapport à 2016 et que nous ne laissons que quatre pays derrière nous parmi les membres de l'OCDE à hauts revenus. En Europe, ce sont les pays scan-

Trop peu de Belges contribuent à la création de valeur ajoutée, trop de Belges dépendent de revenus de remplacement.

dinaves qui trustent les premières positions. Nos voisins néerlandais sont vingt places au-dessus de la Belgique, dont les résultats sont comparables à ceux de la Hongrie, de la Bulgarie ou de la Fédération de Russie; un constat étonnant et révélateur...

18

Il est clair que notre économie a besoin d'un écosystème propice aux initiatives des chefs d'entreprises, c'est-à-dire qui leur offre la possibilité d'identifier et de saisir des opportunités, d'opérer en réseaux et d'innover, de faire face à la concurrence et de la battre, d'assimiler les grandes évolutions technologiques et de croître. C'est également une question de disponibilité du capital-risque et d'estime publique que porte la société aux chefs d'entreprises. Dans ce domaine, nous disposons d'exemples intéressants, avec des locomotives comme Leuven R&D et le VIB en Flandre ou le plan Marshall et le RéseauLieu en Wallonie, et d'entreprises innovantes ou capables de se réinventer comme Barco, la Sonaca ou Soudal, Solvay ou Janssen Pharmaceutica. Ces exemples témoignent des qualités du pays. Mais dans le Global Entrepreneurship Index, nous ne nous distinguons pas, occupant seulement la 12^e place parmi les pays scandinaves et d'Europe occidentale. L'une des principales explications de cette contreperformance est notre propension à dédaigner les chefs d'entreprises et à sous-estimer leur rôle essentiel dans la création de valeur. En Europe, c'est la Suisse qui arrive en tête dans ce domaine, alors que la France, les Pays-Bas et l'Allemagne sont mieux classés que la Belgique.

Le taux d'activité de l'OCDE mesure la part de la population active parmi la population en âge de travailler (entre 15 à 64 ans). Cela englobe les personnes qui participent au marché du travail, en tant que salariés, indépendants, fonctionnaires ou demandeurs d'emplois. En Belgique, le taux d'activité ne représente que 68% de la population potentiellement apte à travailler – c'est désespérément bas : à peine deux tiers des personnes en principe capables de travailler sont disponibles pour travailler. Nous sommes ainsi au niveau de pays comme le Mexique, la Grèce ou l'Italie, et nous sommes le pays le moins performant d'Europe du Nord et d'Europe occidentale. Avec 84% de la population potentiellement active qui tra-

vaille ou recherche activement un travail, la Suisse est championne d'Europe. Aux Pays-Bas, un peu moins de 80% de la population potentiellement active se trouve sur le marché du travail. Même constat si nous regardons le taux d'emploi, c'est-à-dire la part de la population âgée de 15 à 64 ans qui travaille effectivement : quatre Suisses sur cinq, trois quarts des Néerlandais, et moins de deux Belges sur trois... Ce sont des chiffres très inquiétants, parce que la productivité – et donc la croissance économique – est naturellement une conséquence directe de la population en activité, mais aussi parce que le groupe de non-actifs à soutenir dans le cadre des régimes de la sécurité sociale devient trop important. Trop peu de Belges contribuent à la création de valeur ajoutée avec laquelle nous finançons également la sécurité sociale, et par conséquent trop de Belges dépendent de revenus de remplacement.

Ce constat est confirmé par la mesure du taux d'emploi chez les jeunes. La rigidité de la réglementation du travail protège très bien la population active, mais entrave l'accès des jeunes aux emplois – notamment parce que trop de jeunes quittent l'école sans diplôme et donc n'ont pas été bien formés. Le Danemark – qui obtient le meilleur score dans ce domaine – et les Pays-Bas – qui se classent en cinquième position – montrent qu'il est possible de faire autrement ; ils laissent la Belgique, loin derrière eux, à une désolante vingtième place.

19

La situation globale n'a rien d'engageant

Il ne faut dès lors pas s'étonner si la situation globale n'est guère séduisante. Le Forum économique mondial mesure la compétitivité de chaque pays à partir d'une très large palette de critères. Cumulés, ces critères révèlent le potentiel d'un pays pour développer une croissance à long terme – une croissance économique et sociale, les deux vont de pair – et pour continuer à créer de la richesse. L'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas occupent les troisième, quatrième et sixième position, la Belgique seulement... la 21^e. Notre dette publique élevée et nos déficits budgétaires constants nous pénalisent, de même que la rigidité de notre droit du travail, nos taux d'imposition élevés et l'inefficacité de notre bureaucratie, ou encore la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée, notamment de chercheurs et d'ingénieurs. Pourtant, la Belgique possède de nombreux atouts, dont notre ouverture à l'innovation, mais aussi notre enseignement supérieur. Pensez à l'Université de Louvain (KUL) qui arrive à nouveau en tête de l'indice Reuters des universités européennes les plus innovantes.

Vu la situation assez médiocre dans beaucoup de domaines, il existe des marges importantes d'amélioration. Gouverner c'est savoir mener des réformes qui ne sont pas des régressions sociales mais des progrès sociaux. Cela nécessite de la lucidité, de la vision, des connaissances et du courage.

20

Une comparaison internationale réalisée par le VOKA (équivalent flamand de l'UWE) entre les pays européens membres de l'OCDE nous apprend qu'au même titre que les pays scandinaves et les Pays-Bas, nous disposons d'une administration publique importante, et qu'au même titre que les pays scandinaves, nous entretenons une bureaucratie publique coûteuse. Mais tous ces pays sans exception obtiennent de meilleurs scores dans la qualité des services publics, comme la Suisse le fait avec une administration publique amincie et moins onéreuse. Alors que nous sommes dans le top 5 en matière de coûts, nous n'arrivons qu'en quinzième place en Europe pour ce qu'offre cette administration en échange. Nos lacunes sont connues : prélèvements publics importants, réglementation du travail lourde, faible taux d'emploi, absence d'équilibre budgétaire, peu d'emplois privés et des dépenses sociales importantes, et une sécurité juridique faible.

Difficile de changer

C'est vrai, nos gouvernants cherchent à changer les choses. Et parfois, ils y parviennent. Ainsi, notre fameux handicap salarial, qui rendait notre main-d'œuvre 17% plus coûteuse que celle de nos pays voisins jusqu'en 2013, a été réduit à environ 11%. Mais un handicap salarial de plus de 10% reste un écueil concurrentiel phénoménal pour les entreprises. Selon le Bureau du Plan, plus de 150.000 emplois ont été créés depuis 2015, dont un grand nombre dans le secteur privé et presque exclusivement des contrats à temps plein. Pour autant, notre taux d'activité reste trop faible : un groupe trop réduit d'actifs doit créer de la richesse pour un groupe trop important de non-actifs. Le gouvernement a approuvé la grande réforme des pensions proposée par la Commission de réforme des pensions 2020-2040, mais est beaucoup trop lent dans sa mise en œuvre effective. Les profondes réformes nécessaires en matière d'assurance-maladie et de politique de santé ont à peine été entamées. Nous sommes loin de l'équilibre budgétaire et nous avons à peine entamé une véritable réforme de l'efficacité des services publics. On réforme en profondeur à la Jus-

tice, mais les experts mettent grandement en doute la qualité des mesures prises et craignent une nouvelle détérioration de la sécurité juridique – sans amélioration de l'efficacité de la machine judiciaire. En matière d'énergie, nous avons opté résolument pour la transition énergétique en 2003, avec la fermeture progressive des centrales nucléaires. Mais nous patageons dans le subventionnement excessif de nouvelles énergies et de technologies non mures, et nous ne sommes pas parvenus à créer un environnement stable pour de nouveaux investissements. Il en résulte une énergie coûteuse, 80% de la facture énergétique étant constituée d'impôts cachés, et des discussions sur des plans de délestage parce que nous sommes incapables de garantir l'approvisionnement. La politique énergétique de ces dernières années est un exemple type de mauvaise gouvernance.

En matière d'enseignement, on réforme enfin partout, même si trop lentement et avec trop d'hésitations. La qualité de l'enseignement secondaire a beaucoup baissé en Flandre, et la Belgique francophone a enfin compris que de véritables mesures d'urgence s'imposaient.

21

Cela dit, nous avons également appris que même un gouvernement qui se présentait sous la bannière du changement était incapable de prendre des décisions volontaristes pendant cinq ans de législature. On a l'impression qu'il n'y parvient que durant les premières années, puis s'enfonce dans la méfiance mutuelle et la léthargie. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Les élections donnent un mandat de cinq ans, non pas pour s'arrêter en chemin ou pour sombrer dans des rivalités politiques, mais pour gouverner. Pour agir, pour faire preuve de volontarisme et pour décider. Vu la situation assez médiocre dans beaucoup de domaines, il existe des marges importantes d'amélioration. Gouverner c'est savoir mener des réformes qui ne sont pas des régressions sociales mais des progrès sociaux. Cela nécessite de la lucidité, de la vision, des connaissances et le courage d'exercer le mandat visé et de tenir jusqu'au dernier jour. La ténacité engendre l'espoir et non l'inverse comme on a trop souvent tendance à le croire.

C'est un message important pour les partis politiques et pour tous ceux et celles qui s'engagent en politique. On attend beaucoup d'eux, leurs actions et leurs responsabilités sont importantes pour notre prospérité et notre bien-être à tous, mais en particulier pour la prospérité des générations futures. La dette publique signifie simplement que nous vivons aujourd'hui aux dépens de nos enfants et de nos petits-enfants ; il n'en va pas autrement. C'est la conséquence absolument inacceptable de la situa-

tion dans laquelle la génération actuelle a mis le pays. Et il faut changer les choses, ce qui exige un effort de chacun et des actions concrètes. Les actes sont plus éloquents que la rhétorique politique.

Les hommes et femmes politiques doivent apprendre à décider et à gouverner autrement. Un accord de gouvernement n'est aujourd'hui que l'amalgame faisable des diverses positions des partis, ce qu'ils peuvent supporter les uns des autres en vue du plus court terme possible – la formation dudit gouvernement. C'est un schéma archaïque, qui ne satisfait naturellement plus aux attentes actuelles. Ne serait-il pas préférable que les partis appelés à former une coalition recherchent d'abord un objectif global à atteindre pour le bien commun? Un tel objectif pourrait être : *hisser la Belgique de la vingtième à la cinquième place de l'indice de compétitivité du Forum économique mondial au cours des cinq à dix prochaines années!*

22

Ensuite, les dirigeants politiques pourraient collaborer avec des experts en matière de politique budgétaire, de politique économique, de politique sociale, de soins de santé, d'enseignement, de réglementation de travail, etc., pour définir une trajectoire. Les faits et chiffres sont connus et documentés, les analyses existent. Les connaissances et le talent présents dans les services publics, le secteur privé, la société civile et nos instituts d'étude et de recherche sont plus que suffisants pour élaborer un plan pour une trajectoire aussi ambitieuse. Un tel projet sera mobilisateur et motivant pour chacun, il donnera une perspective à chacun, même si la trajectoire ne sera pas aisée et exigera des efforts. D'autres pays, comme la Suisse, le Danemark, la Norvège, la Finlande ou le Canada en ont été capables; et la population s'y porte mieux que chez nous.

La société civile a elle aussi besoin d'une nouvelle configuration. On peut comprendre qu'il soit nécessaire d'expliquer longuement les changements sociaux, parce qu'ils suscitent des émotions. Mais en Belgique, ce sont les partenaires sociaux – les organisations patronales et les syndicats – qui gèrent ensemble la sécurité sociale : ils connaissent les chiffres mieux que quiconque et savent qu'un groupe important de personnes inactives doit aujourd'hui être soutenu avec les revenus du travail d'un groupe trop réduit d'actifs. Les dépenses de pension augmentent deux fois plus vite que les revenus des cotisations sociales, par exemple (voir chapitre 7). Et notre croissance économique, qui fluctue entre 0 et 1,5%, est trop faible pour financer la hausse des dépenses sociales. Jadis, la société civile, dont les syndicats, était le principal moteur de l'innovation en matière de protec-